

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

Entretien avec Yacine Fall présidente de l'ong awomi : 'Le Doing business est le plus horrible instrument pour tuer notre économie'

Date de mise en ligne : vendredi 9 janvier 2009

- Economie -

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

Si gouvernement et partenaires au développement s accordent sur le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté pour régler le problème des couches les plus vulnérable, tel n est pas le cas pour la présidente de l Ong AWOMI. Économiste et activiste de la question genre dans la définition des budgets, Yacine Fall est actuellement au système des Nations Unies. Une casquette qui ne l empêche pas d apporter sa critique sur les politiques de développement imposées par le Fmi et la Banque mondiale et la responsabilité de ces derniers dans la 'mal gouvernance' dont souffrent les pays africains.

Source : Sud Quotidien (via rewmi.com)

Qu est ce qui a motivé la création de l Ong AWOMI ?

Je suis économiste et ça fait 23 ans que je travaille dans ce domaine surtout sur les politiques macro-économiques et sur les questions de genres. Ma formation d économiste m a amené à toujours chercher à comprendre ma société et voir dans quelle mesure l évaluation de la situation économique du pays peut être faite d une manière la plus exacte possible pour refléter la réalité du pays avec les acteurs concernés.

Quand je regarde ma société en tant qu africaine, en tant que sénégalaise ayant vécu et grandi dans les quartiers de Dakar notamment à Pikine mais aussi ayant passé mes vacances scolaires au village situé dans le Walo précisément à Richard Toll. Durant toute ma tendre enfance, je voyais les activités économiques des hommes et femmes de ma localité.

D autre part, quand j allais au Walo aussi, je voyais que les femmes travaillaient dans les champs de riz, de mil et lorsqu elles revenaient du village, elles allaient chercher de l eau, faire la cuisine. Donc elles ne s arrêtaient jamais alors que les hommes, même s ils travaillaient, s arrêtaient un moment pour soit aller à la mosquée ou s assoient sous l arbre à palabre pour discuter. A cette époque, je voyais les femmes qui avaient mon age vieillir rapidement et dépérissaient à cause du volume de travail qu elles abattaient sans répit. Ce constat m a amené à me poser des questions tout en me disant qu il y a quelque chose qui ne va pas. La distribution du travail est tellement inégale du moment que celui des femmes n est pas reconnu ni respecté de même que leur contribution. Je me suis ainsi intéressée à l économie du moment qu il y avait ensuite l ajustement structurel introduit à la fin des années 1980 avec ses conséquences désastreuses. C est cette même période que la Compagnie sucrière sénégalaise avait interdit aux paysans de la vallée du fleuve d accéder à l eau du canal qui a été construit depuis le XIXe siècle par les français. Cette situation m a amené, même étant étudiante en espagnol, à écrire mes premiers articles dans des journaux comme Taxaw et Siggué pour dénoncer cette attitude de Mimran.

Qu est ce qui vous a réellement poussé dans l économie alors que vous faisiez espagnol à l université ?

Je voulais comprendre comment ce fait-il que ce programme d ajustement structurel qui était présenté comme un moyen pour diminuer la pauvreté qui aller relancer l économie et permettre aux États de retomber sur leurs pieds, ont eu des impacts si sévères sur les populations. On nous disait dans le long terme que ça aller s améliorer alors que tel n est pas le cas. Je suis allé après aux années 1980 aux Etats-Unis pour faire mon master en économie avec mon mari (Ndlr : Jacques Habib Sy de Aide Transparence) qui faisait son Phd en communication. C est là que j ai commencé à lire les documents du Fmi et de la banque mondiale notamment les accords qu ils sont signés avec le Sénégal et l historique de développement des ajustements structurels. J ai cherché à voir quelle a été la réponse des Africains et pourquoi ils ont accepté sans proposer de solutions. Et c est là que j ai vu qu il y avait des réponses avec le Plan de Lagos, Cheikh Anta Diop avec les fondements d État fédéral africain, avec Kouamé Krumah, avec Amical Cabral. Il y avait des leaders politiques africains qui ont proposé une autre forme de développement différente de ce qui était mis en Suvre dans le continent. J ai lié tout cela aux conditions de vie des populations de mon village et de

mon quartier de Pikine. L'accès des services sociaux de base devenait de plus en plus difficile. Ce qui montre qu'il y avait des réveils économiques d'une direction politique qui est en train d'être prise et qui va avoir des conséquences désastreuses. C'est là que j'ai commencé à être militante dans des partis mais aussi dans des organisations. J'ai toujours eu des positions différentes des féministes occidentales parce que mon approche était une approche de développement. Comment pouvons-nous faire pour que le développement prenne en compte les femmes rurales-là et réponde en même temps à leur préoccupation et qu'on leur rende leur contribution dans la production du surplus économique.

Selon vous, quels sont les secteurs dans lesquels les femmes contribuent le plus ?

Les femmes contribuent dans la production de bien, dans l'approvisionnement de l'eau, les activités agricoles, la prise en charge des enfants, le support de la main d'œuvre. Le matin de bonheur ce sont elles qui occupent les transports en commun pour aller vendre le poisson ou autre chose. Ce qui pose la question de savoir quelle est cette forme de développement qui exclut la plus grande partie de la population qui sont les premiers acteurs économiques et qui travaillent plus que tout le monde. Si on essaie de se développer en oubliant ces géantes invisibles, on va commettre la plus grande erreur de notre parcours de développement. J'ai commencé à porter très tôt ce message de mal développement qui consiste seulement à se focaliser sur le marché. Par un diagnostic, on voit qu'on est en train de mettre en œuvre un programme économique de développement pour une économie monétaire. Notre économie est quasi monétaire, la majeure partie des biens et services sont produits par des acteurs non reconnus, non soutenus. Si au début de ces années, on avait dit qu'on allait mettre dans tous les villages des moulins à mil, qu'on allait faire en sorte que l'accès à des puits soit effectif et généralisé, généraliser l'accès à l'énergie, la technologie rurale, les pistes de production. Mais nous avons ouvert nos marchés pour faire venir les oignons, la patate, ailes de dinde de l'Occident. Ce qui a affaibli nos producteurs et agriculteurs en leur payant des prix dérisoires et en coupant les subventions à l'agriculture.

Avec l'ajustement structurel, on a supprimé l'**OCAT**, éliminé les services d'extension d'agriculture, les formations, les crédits agricoles mais on a aussi tué les subventions parce que la **banque mondiale** et le **Fmi** ont exigé à l'État de diminuer ses dépenses. Ce qui a conduit à l'arrêt de la subvention à l'agriculture et parallèlement on a accepté d'ouvrir nos marchés. Le Fmi a dit vous coupez les subventions et vous ne dépensez plus. La Banque mondiale a dit vous libérez. Donc ils ont travaillé la main dans la main pour arriver à cela. En ce même moment, les agriculteurs occidentaux étaient subventionnés. Ils faisaient des bénéfices et pouvaient exporter dans nos pays et envahissaient nos économies avec des produits qui n'étaient même pas bio. Aujourd'hui, on parle de produits bio alors les nôtres étaient des produits bio avec seulement 1% d'engrais.

A vous entendre, on dirait que vous n'êtes pas d'accord avec l'approche que les Institutions de Breton Wood ont sur le développement de nos pays ?

En 1995 déjà nous avions fustigé l'ajustement structurel. Nous avons fait savoir au Fmi et à la Banque mondiale qu'il y a une politique de deux poids deux mesures et que vous n'osez jamais les mettre en œuvre dans vos pays. Ils ont permis aux pays développés de se renforcer et même Adam Smith l'a dit : "*un pays se développe en fermant ses frontières, en soutenant son industrie, son secteur privé, en investissant dans son capital humain jusqu'à ce qu'il ait les forces pour concurrencer l'étranger*". Ce qui m'a le plus fendu le cœur pour notre cas c'est qu'on nous a demandé de tuer le capital humain avec ces programmes d'ajustement structurel parce que nous avons arrêté d'investir dans l'éducation. En 1995, nous avons dit que nous allons créer une campagne mondiale intitulée **Le regard des femmes sur la banque mondiale** dont j'étais le focus pour l'Afrique. Nous avons commencé à évaluer les politiques de cette institution internationale par rapport à l'Afrique et par rapport aux femmes parce qu'on a dit que le coût de l'ajustement c'est les femmes qui l'ont le plus supporté. Lorsqu'on dit qu'il faut se focaliser sur l'agriculture d'exportation, on néglige l'agriculture familiale. Les femmes n'ont pas accès au crédit et à la formation. Lorsqu'on coupe le budget de la santé, les femmes feront face à la situation "*un lit pour trois accouchements*" tout en continuant de s'occuper des malades à la maison. Le terme accompagnant est apparu avec l'ajustement structurel.

Donc le coût de l'ajustement de la santé, à l'éducation, la privatisation de l'eau, a été payé par les femmes de part le travail abattu dans les familles. Lorsque on coupe le service social, ça se répercute chez les femmes, de part le temps qu'elles prennent. Quand le travail augmente, elles laissent tomber les petites activités qu'elles avaient pour s'occuper des malades et de la famille.

Quelle est la responsabilité des leaders africains dans cette situation ?

Pour répondre à cette question, je vais vous raconter une histoire. Quand le président de la Banque mondiale nous a reçu, la question que j'ai posée à son président est : "*je veux que vous nous dites que durant les trois dernières années, combien de sortie de ressources financières de l'Afrique à la Banque mondiale en terme de paiement du service de la dette c'est-à-dire les intérêts que vous avez collecté*". Il m'a dit qu'il ne peut pas me répondre parce qu'ils sont avant tout une banque qui prête de l'argent et fait des bénéfices. Je pense que c'est ce qui doit leur amener à ne pas poser les conditions aux pays sur leur manière de gérer leur économie. Ils doivent se limiter à leur rôle de banque et ne pas entrer dans les domaines sectoriels comme l'éducation, la santé, l'eau, la justice. C'est la faute de nos dirigeants qui acceptent cela. Quand on négocie, on doit le faire avec différents scénarii sur lesquels on doit faire des propositions. On doit en même temps informer les populations par le biais des médias. Les leaders africains ont peur de la société civile alors que les médias peuvent les aider à mieux gérer s'ils sont transparents bien sûr, s'ils ne sont pas corrompus et c'est ça le problème. Les conditionnalités des partenaires financiers engendrent la corruption qui engendre l'acceptation des clauses sans discussion ou la prise en compte des préoccupations des populations. En 1995, nous avons dénoncé cela et la Banque mondiale a commencé à dire que maintenant nous allons adopter une forme qui est plus sophistiquée que l'ajustement structurel qui est l'initiative **PSTE**. C'est une forme d'ajustement structurel et rien n'a changé mais ce qu'ils présentaient comme condition c'est l'annulation de la dette.

Est-ce que l'injustice économique dont souffrent les femmes africaines peut être imputable à la position de faiblesse des dirigeants ?

Les dirigeants africains ne s'occupent des femmes que lorsqu'il ne s'agit d'élections. En cette période ce sont les femmes qui font la cuisine, vendent les cartes, mobilisent leur paires, assurent l'ambiance et en somme organisent les partis à la base. Si les femmes quittaient les partis politiques ces dernières formations n'existeraient pas. Les hommes sont dans les sales, font des discours mais le travail de sape c'est les jeunes et les femmes. Les leaders ne s'occupent des femmes que lorsqu'il s'agit de voter et après ils en sélectionnent quelques-unes pour leur lancer quelques miettes et les mettre dans des postes politiques de visibilité. Pour éradiquer cette situation, il faut parvenir à l'éducation économique des jeunes et des femmes. C'est cette démarche que nous avons adoptée quand nous avons organisé le **YEWLI** à Gorée en regroupant pendant un mois des garçons et des filles venus de différents pays. Les jeunes et les femmes est le groupe le plus marginalisé en Afrique.

Est-ce que les dirigeants africains n'ont pas essayé de rectifier le tir avec des politiques comme le DSRP ?

Le **Dsrp** n'est même pas un programme mais une stratégie que le Fmi et la Banque mondiale imposent aux pays pauvres pour réduire la pauvreté. Les économistes néolibéraux comprennent que ces DSRP font partis de l'économie libérale où l'on dit que : "*tu supportes le marché mais avec des coûts extrêmement lourds qui peuvent être positifs comme négatifs*". Dans ce processus, les perdants c'est les pauvres qu'il faut assister pour leur permettre de garder la tête en dehors de l'eau.

C'est une économie très cynique avec une théorie capitaliste et on ne peut pas la mettre en œuvre dans nos pays parce que les conditions de sa mise en œuvre normale n'existent pas ici. Même aux États-Unis, il n'existe pas d'économie capitaliste parce que lorsqu'il y a aujourd'hui de la crise financière c'est à cause de ce type de démarche. Nous on nous demande de le faire sans nous permettre de bénéficier d'une petite bouffée d'oxygène. Je

pense que les Etats africains ne comprennent pas ce qu'est l'économie. Ceux qui comprennent l'économie c'est les gens qui sont dans les ministères d'économie et des finances mais c'est des gens qui sentent redevables de la Banque mondiale ou du Fmi mais pas de leur pays. 80% des ministres des finances en Afrique viennent de la **Banque mondiale** et du *Fmi* et retournent là-bas quand ils quittent leur poste au pays. Ils sont étouffés parce qu'on ne leur permet pas de travailler. Ce que les gens doivent comprendre c'est que la croissance ne veut pas dire le développement. Le développement va bien au-delà. Nos économistes africains sont fautifs parce qu'ils doivent refuser le dictat des Institutions de Breton Wood. Mais aussi on ne peut pas faire cette analyse en occultant celle de la relation de pouvoir entre anciens colonisateurs et colonisés.

La Banque mondiale et le Fmi sont des institutions anti-démocratiques parce que dans leur vote on ne sait pas qui est dedans. Ce n'est pas un pays une voix mais un dollar une voix.

Dans ces institutions-là, ce sont les pays développés qui décident de l'orientation et qui envoient la banque pour superviser la manière dont des pays comme le Sénégal, exécutent leur économie. Après, venez ici au club de Paris où nous sommes assis avec les ministres de ces pays et présentez nous le cas du Sénégal pour voir s'il a été un bon élève ou pas. En fonction de ça je leur donne l'aide bilatérale. Par peur d'avoir la tête coupée, les pays sont obligés d'accepter. On se rappelle de Maguette Diouf ministre du temps du parti socialiste faire une sortie à la télévision nationale sur le secteur de l'énergie pour dire que : « *La Senelec a raison, les syndicalistes aussi mais nous ne pouvons pas reculer parce que nous avons pris des engagements avec nos bailleurs de fonds* ». Je pense qu'il faudrait un pays qui prenne le courage à deux mains. Si l'on prend l'exemple du Nigéria, les Institutions internationales n'ont jamais accepté qu'on discute de la dette de ce pays parce qu'elles disent que c'est une dette qui a été contractée par des gens qui étaient des dictateurs, des corrompus et pourtant on leur a prêté de l'argent. Par la suite c'est le Sénat nigérien qui a dit que le pays va arrêter de payer sa dette et c'est lorsqu'on a commencé à travailler sous le projet du millénaire. La Banque mondiale et le Fmi étaient même contre le fait qu'on utilise le terme **OMD** parce qu'ils avaient leur propre cadrage macroéconomique. C'est lorsqu'il y a eu beaucoup de bruit qu'ils ont su qu'on ne peut pas aller sans ça qu'on fini par l'intégrer dans nos travaux.

Mais le Dsrp est vanté pour sa démarche participative avec l'implication des populations ?

Quand j'ai commencé à regarder les DSRP des pays, je me suis rendu compte que le premier draft était présenté à l'appréciation du Fmi et de la *Banque mondiale*. Ils ne le présentent pas à la population mais aux bailleurs qui leur disent que vous êtes trop ambitieux il faut aller couper les budgets. Alors qu'on nous dit que nous avons le droit de définir notre stratégie comme nous l'entendons avec nos populations. Le **Fmi** dit aux États que vous ne pouvez pas dépenser autant d'argent parce que si vous augmentez les dépenses de l'Etat, vous allez augmenter le taux d'inflation. Ce qui est faux parce qu'en tant qu'économistes, nous avons démontré qu'on peut augmenter les dépenses de l'Etat dans un pays pour pourvoir aux besoins de la population sans qu'on augmente le taux de l'inflation à moins qu'il ne soit pas à deux chiffres. Tant que l'inflation est à un chiffre c'est bon mais le **Fmi** veut nous pousser à un taux en dessous de six pour cent et on sait que si le taux d'inflation est très bas ça augmente le chômage. Le taux d'inflation doit arriver à un niveau compris entre huit et dix pour cent pour permettre de diminuer le taux de chômage. C'est ça le problème et nous avons besoin de gens qui comprennent l'économie, de l'économie sociale, l'économie populaire, l'économie pour le développement des pays africains. C'est pourquoi beaucoup de nos leaders politiques n'entrent pas dans ce domaine. Ils parlent en général mais ils ne vont pas dans le fond des questions de développement. Bien sûr qu'ils ont été aux affaires mais ils ont beaucoup de choses à se reprocher sur la façon dont ils ont géré leur pays. Ils n'ont pas fait leur bilan comme il se devait parce que nous savons que l'ajustement structurel est venu après Senghor. C'est le Parti socialiste qui l'a introduit parce que le Sénégal a été le premier pays en Afrique à ouvrir la brèche. Donc nous savons qu'il y a des comptes à rendre dans ce domaine-là mais je pense que là où les critiques doivent aller c'est d'attaquer la Banque mondiale et le Fmi. Il faut qu'il y ait des

gens qui leur disent que nous ne pouvons plus continuer sur cette lancée. La Banque mondiale a récemment sorti deux documents dont le **Doing business** qui a soulevé beaucoup de bruit. C est le plus horrible instrument pour tuer notre économie. C est un document qui en fait montre aux pays comment vous pouvez faire pour que les entreprises étrangères viennent chez vous. Vous serez gentils avec elles. Vous leur permettez tout pour qu elles payent le salaire minimum possible, violent les droits des travailleurs, leur permettent d exporter leurs revenus, importer des produits sans payer d impôt et s en aller. Laisser les gagner de l argent et partir : c est ça le doing business. Où est la compétition pour encourager le secteur privé national dans ça ? Où est la compétition pour créer une classe moyenne forte ?

Quel commentaire faites-vous sur la situation que vit le secteur privé national face à la dette intérieure ?

Cette situation de secteur privé national à qui on ne paie pas son argent va tuer l économie du pays. Le secteur privé crée des emplois et après tout c est des nationaux qui réinvestissent leur argent dans le pays. Pourquoi on ne dirait pas à chaque entreprise étrangère doit travailler avec un acteur du secteur privé national avec un pourcentage bien déterminé. Chaque entreprise nationale qui fait des bénéfices doit réinvestir à tant pour cent et créer des emplois. On doit leur fixer des quotas. Je vous dis que si on le fait les privés étrangers vont venir.

Est-ce que votre discours a un répondant au niveau des dirigeants ?

Les dirigeants n acceptent pas de nous écouter c est pourquoi que nous avons dit que nous allons avoir une structure en dehors de notre travail payant pour faire quelque chose en Afrique avec des africaines. Nous avons dans notre boîte des gens comme **Mme Robinson** qui a été présidente de l Irlande qui croit en cela. Nous avons **Amina Ibrahim** qui a été ministre de l éducation nationale au Nigeria. Nous avons aussi des jeunes avec qui nous avons travaillé dans le **YEOLI**. Nous nous sommes dit que nous allons créer une structure qui va essayer de poser les questions de développement en Afrique par la formation des jeunes leaders. Dans notre mouvement, nous avons impliqué beaucoup de parlementaires au Sénégal et dans beaucoup de pays africains. Nous allons former les jeunes pour que lorsqu on les invite dans les DSRP qu ils comprennent et puissent faire la part des choses. Cette démarche va aussi permettre aux médias en traitant les indices de ne pas se limiter à dire que la Banque mondiale, le Fmi ou la ont donné tant d argent. C est de la dette. Chaque enfant africain est né avec cinq cent dollars de dette sans pour autant savoir qui l a emprunté avec quel bénéfice. Ton père et ta mère n ont jamais senti l impact de cette dette sur toi. La gouvernance qui s impose c est la gouvernance économique. La gouvernance ce n est pas seulement deux à trois Ong qui se lèvent pour dire que les gens ne sont pas contents. Moi, je suis contente quand le Fmi, la Banque mondiale ou les autres bailleurs ne sont pas contents ; lorsque le Sénégal réinvestit dans son peuple, soutient son secteur privé en trouvant des solutions pour lui payer sa dette et l encourager à travailler et réinvestir. Je suis contente lorsque nous fermons nos frontières à l oignon ou la volaille des pays européens pour permettre à nos producteurs locaux d écouler leur production. Je suis contente lorsque l Etat subventionne les agriculteurs, les femmes. Si les bailleurs ne sont pas contents, ils n ont qu à retourner chez eux parce que ce n est pas parce qu ils nous prêtent de l argent qu ils se donnent le droit de nous imposer la manière de gérer nos économies. L argent que transfère les immigrants est trois fois supérieure que l aide bilatérale. Pourquoi les bailleurs ont plus de voix que les immigrants qui envoient de l argent au Sénégal.

Est-ce que les pays africains peuvent se passer des bailleurs pour leur développement ?

Les pays africains ne peuvent pas se passer des bailleurs et vice-versa. Mais nous devons comprendre que ce que les bailleurs prennent chez nous est de loin plus important de ce que nous prenons de chez eux. Donc ça doit être un partenariat équitable, honnête et sincère. On ne doit plus leur soumettre les documents que nous développons pour avoir leur point de vu. Ces documents doivent être discuté avec nos populations d abord. Ce que ces institutions appellent partenariat c est une nouvelle forme de colonisation économique. C est une nouvelle forme de corruption parce que lorsqu on commence à privatiser ils viennent avec leurs ministres de la coopération pour

négocier avec certaines personnes qu'ils peuvent corrompre avec des malles d'argent. Nous n'avons que notre Sénégal et notre Afrique que nous devons défendre en tant qu'intellectuelle et africaine. Le combat que mène **AWOMI** c'est de faire de sorte d'avoir des gens qui comprennent avant de demander mais aussi de répondre à l'obligation de rendre compte aux populations. Nous voulons rendre visible cette démarche à travers une recherche rigoureuse pour éveiller les consciences. La **Banque mondiale** et le **Fmi** font une lecture erronée de la réalité dans le Dsrp. Ils font une évaluation complètement biaisée de la situation des ménages. Nous voulons donner une forme alternative de l'évaluation de la situation des ménages, des communautés à travers l'eau, l'assainissement & On verra que c'est totalement différent parce que faire une politique économique commence par un diagnostic. Le problème c'est le calcul de bien-être qui se lie seulement au Pib et qui est complètement erroné. L'autre problème c'est une fausse photographie de la réalité du vécu du Sénégalais. Donc les gens continuent de s'appauvrir avec des taux de croissance de six pour cent. Sur ce point, je dis que le plan Sakho-Loum c'était un mauvais plan.

visiter le site de [l'AWOMI : www.awomi.org](http://www.awomi.org)

lire aussi sur www.pambazuka.org (28-11-2008) : « [Les pays du Sud ont les moyens de financer leur développement sans conditionnalités](#) » par Claude Quemar

sur www.lesafriques.com (16-01-2009) : « [Doing business 2009 : l'Afrique avance dans le classement](#)

et sur www.ituc-csi.org (9 septembre 2009) : « [Doing Business 2010 : La Banque mondiale décourage l'extension de la protection sociale](#)
